

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3449 - JEUDI 14 MARS 2019



Les violences interethniques de décembre 2018 ont fait 535 morts

VIOLENCES INTERETHNIQUES À YUMBI

L'ONU évoque un possible crime contre l'humanité

Dans leur rapport publié le 12 mars, les enquêteurs onusiens affirment que les tueries perpétrées le 16 et 17 décembre 2018, dans cette contrée de la province de Mai Ndombe, ont été planifiées, préméditées et coordonnées au moins au niveau de certaines chefferies coutumières Batende, l'ethnie rivale des Banunu. Et c'est au sein de cette communauté qu'a été identifiée la majeure partie des assaillants. Plusieurs attaques meurtrières sur la communauté Banunu ont fait au moins 535 morts, 111 blessés et 16 000 déplacés. Pour l'ONU, les violences ainsi documentées à Yumbi présentent des éléments constitutifs de crime contre l'humanité par meurtre, persécution et transfert forcé de la population ou par violences sexuelles.

Page 3

FORUM SUR LE CLIMAT

Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron en tête-à-tête ce jeudi à Nairobi

Le président français rencontre, ce 14 mars, pour la première fois son homologue congolais, Félix Tshisekedi, ainsi que le président malgache, Andry Rajoelina, en marge du « One Planet Summit » qui se tient à Nairobi, la capitale kényane. Emmanuel Macron et Félix Tshisekedi, à en croire des sources à l'Élysée, en profiteront pour avoir un entretien bilatéral et échanger sur les réformes en cours en République démocratique du Congo ainsi que sur le renforcement des liens diplomatiques entre Paris et Kinshasa. Le chef de l'État français entend démontrer une nouvelle fois, à travers sa participation à ce grand forum international sur le climat, sa volonté de réorienter la politique africaine de la France vers les pays les plus dynamiques du continent.

Page 3



Emmanuel Macron



Félix-Antoine Tshilombo Tshisekedi

PROGRAMME D'URGENCE

Artistes et culturels protestent contre les cent jours « sang » culture

S'estimant laissés-pour-compte, les artistes sont décidés à se faire entendre auprès du président de la République à travers une marche de protestation prévue à Kinshasa pour le 20 mars, partant de la Place Royale à la Cité de l'Union africaine. Le programme d'urgence du chef de l'État pour ses cent premiers jours est perçu par la corporation comme un arrêt de mort signé du secteur culturel. Réunis autour du Collectif des artistes et des culturels (CAC), ils se disent frustrés de ne pas voir la culture être prise en compte. Désappointé que le mémo adressé au chef de l'État, Félix Tshisekedi, le 31 janvier, soit resté lettre morte, le CAC a finalement décidé de mener une action plus manifeste.

Page 4



Des artistes congolais, Jupiter et Okwess International

GRAND KASAÏ

Deux cent soixante mille enfants atteints de malnutrition

Selon l'Unicef, deux cent soixante mille enfants souffrent de malnutrition aiguë et sévère dans la région du Grand Kasai. Des milliers d'entre eux qui ont fui avec leur famille vers les provinces voisines du Kwilu et du Kwan-gu souffrent également de la malnutrition. Pour lutter contre la dénutrition qui menace la vie des milliers d'enfants vivant dans la région, l'agence onusienne, avec l'appui de ses partenaires, a mené plusieurs interventions de survie sur le terrain.

Deux cent mille enfants malnutris ont été traités. En vue de les aider à retourner à l'école, l'Unicef a réhabilité cinq cents salles de classe incendiées pendant les violences ayant déferlé dans la région.

Page 2

ÉDITORIAL

Merci !

Très chère Edith, vous nous avez quittés il y a dix ans, mais vous êtes plus que jamais parmi nous et c'est pourquoi nous voulons vous rendre ici un nouvel hommage. Femme de cœur, vous avez, en effet, apporté à nos deux pays, le Congo et le Gabon, tout au long de votre vie trop courte, des raisons d'espérer, de croire en l'avenir dont les traces sur cette Terre sont plus que jamais visibles.

En témoigne à Oyo, où vous reposez pour l'éternité dans le beau cimetière d'Edou, l'hôpital qui porte votre nom et où chaque jour se recompose la vie de femmes, d'hommes et d'enfants qui, sans vous, auraient été condamnés par la maladie. En témoigne aussi le beau film projeté lundi soir dans les jardins de cette institution qui rappelle de façon émouvante la vision que vous aviez de l'humanité et que vous vous êtes employée à traduire en actes durant toute votre existence.

Dix ans après votre décès, nous voilà réunis pour vous dire, vous redire tout à la fois notre affection et notre admiration. A Edou et à Oyo si nous avons la chance d'y habiter ou d'avoir pu y venir en ce jour de commémoration, mais aussi partout où votre souvenir demeure et demeurera toujours dans les esprits. Si vous n'êtes plus parmi nous physiquement dans le moment présent, vous êtes plus que jamais vivante dans nos cœurs et dans nos esprits.

En ce jour très particulier du dixième anniversaire de votre décès, nous voulons donc vous dire, très chère Edith, combien nous vous sommes reconnaissants d'avoir agi dans nos deux pays afin que la santé de chacun soit mieux protégée. Et nous vous prions de faire en sorte, là où vous vivez désormais, que votre œuvre se poursuive sans relâche avec tous les effets bénéfiques qui en découleront pour notre société.

Merci de nous avoir accompagnés dans les moments difficiles que nous avons vécus. Merci d'avoir œuvré pour que le progrès l'emporte sur la violence et que la maladie soit combattue. Merci de vous être projetée dans l'avenir en protégeant les plus vulnérables. Merci de veiller toujours sur nous. Merci !

Le Courrier de Kinshasa

GRAND KASAÏ

Deux cent soixante mille enfants atteints par la malnutrition

L'information a été donnée par l'Unicef qui tire la sonnette d'alarme sur la situation des enfants dans la région.



Des enfants congolais

Selon l'agence onusienne, deux cent soixante mille enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère dans la région du Grand Kasai. Des milliers d'enfants qui ont fui avec leur famille vers les provinces voisines du Kwilu et du Kwango souffrent également de malnutrition. Pour l'Unicef, ces enfants ont besoin d'un traitement vital

Pour lutter contre la malnutrition qui menace la vie des milliers d'enfants vivant dans la région, l'Unicef avec l'appui de ses partenaires, a mené plusieurs interventions de survie sur le terrain. Deux cent mille enfants malnutris ont été traités et en vue de les aider à retourner à l'école, l'agence onusienne a réhabilité cinq cents salles de classe incendiées ou pillées pendant les violences. Elle a assisté plus de cent mille d'entre eux avec un soutien psychosocial et du matériel éducatif, et soutenu plus de cinq mille

enfants non accompagnés ainsi que ceux associés aux milices en les réinsérant dans leur famille et leur communauté.

« Nous avons travaillé sans relâche avec nos partenaires et les communautés locales de la région du Kasai pour soutenir le lent processus de relèvement après des années de conflit et de violence qui ont dévasté les enfants et les familles », a déclaré le Dr Gianfranco Rotigliano, représentant de l'Unicef en République démocratique du Congo. « Cependant, nous craignons que les récents résultats que nous avons obtenus pour les enfants ne se perdent à cause de cette situation fragile, maintenant que de nombreuses personnes retournent dans la région en provenance de l'Angola », a-t-il averti.

Pour rappel, depuis 2017, l'Unicef et ses partenaires au Kasai ont pu vacciner près de quatre millions d'enfants contre

la rougeole et la fièvre jaune. Ils ont organisé l'accès aux soins de santé de base pour plus de cent soixante-trois mille personnes touchées par les conflits et les épidémies.

S'agissant de la lutte contre le choléra, l'agence onusienne a fourni des kits d'eau, d'assainissement et d'hygiène à neuf cent mille personnes dans les zones touchées. Cette assistance a permis à plus de cinq cent mille personnes d'avoir accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Elle a aussi garanti à soixante-dix-huit mille enfants l'accès en toute sécurité aux espaces communautaires pour la socialisation, les jeux et l'apprentissage ; fourni des articles ménagers essentiels à près de cent cinquante mille personnes. Dans le volet communication, l'Unicef a atteint plus de six millions de personnes avec des messages clés pour sauver des vies.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DIPLOMATIE

Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron en tête-à-tête ce jeudi à Nairobi

Le président français va rencontrer pour la première fois son homologue congolais ainsi que le président malgache, Andry Rajoelina, en marge du «One Planet Summit» qui se tient, ce 14 mars, dans la capitale kényane.

Nairobi accueille la quatrième assemblée générale des Nations unies sur l'environnement, le fameux « One Planet Summit ». Co-organisé par le président kényan, Uhuru Kenyatta, et son homologue français actuellement en tournée en Afrique de l'est, ce sommet sur le climat sera également l'occasion des premières rencontres importantes. Emmanuel Macron entend, en effet, démontrer une nouvelle fois, à travers sa participation à ce forum mondial, sa volonté de réorienter la politique africaine de la France vers les pays les plus dynamiques, notamment ceux de l'Afrique anglophone. Après le Djibouti et l'Éthiopie, c'est par le Kenya qu'il va boucler, ce 14 mars, sa tournée en Afrique, non sans rencontrer quelques-uns de ses pairs africains.

Au nombre de ceux-ci figurent, entre autres, le malgache Andry Rajoelina et le Congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Ce dernier, qui souhaite redonner de l'élan aux relations entre la République démocratique du Congo (RDC) et l'Union européenne, entend capitaliser sa rencontre avec Emmanuel Macron afin de sceller le nécessaire partenariat stratégique ga-



Emmanuel Macron



Félix-Antoine Tshilombo Tshisekedi

gnant-gagnant pour les peuples français et congolais.

Les deux dirigeants, à en croire des sources à l'Elysée, en profiteront « pour avoir un entretien bilatéral et échanger sur les réformes en cours en République démocratique du Congo ainsi que sur le renforcement des liens diplomatiques entre la RDC et la France ».

Après sa première tournée en Angola, au Kenya et au Congo-Brazzaville ainsi qu'une participation couronnée de succès à Addis-Abeba, lors du dernier sommet de l'Union africaine (10-11 fé-

vrier), Félix Tshisekedi reste sur une dynamique censée remettre la RDC sur orbite au plan diplomatique.

Une rencontre importante en perspective qui permettra de re-booster les relations bilatérales entre Paris et Kinshasa qui ont besoin de se rassurer mutuellement, surtout après la dernière sortie médiatique du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui, au lendemain de la victoire électorale de Félix Tshisekedi, avait émis des doutes sur les résultats publiés par la Commission électorale nationale indépendante. Il était contre-

dit après par le chef de l'Etat français qui, le 28 janvier, s'aligna derrière ses différents homologues européens ayant reconnu la présidence de Félix Tshisekedi tout en saluant la première transition pacifique en RDC.

Pour la France officielle qui veut tourner rapidement cette page, la rencontre Emmanuel Macron-Félix Tshisekedi a valeur de symbole, car elle marque une nouvelle ère dans les relations diplomatiques entre leurs deux pays qui avaient besoin, plus que jamais, d'un coup de fraîcheur pour se relancer.

Alain Diasso

VIOLENCES INTERETHNIQUES À YUMBI

L'ONU évoque un possible crime contre l'humanité

Dans leur rapport publié le 12 mars, les enquêteurs du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) affirment que les tueries perpétrées le 16 et 17 décembre 2018, dans la contrée de la province de Maï Ndombe, ont été planifiées et exécutées avec l'appui de certaines autorités locales.

C'est un véritable pavé que vient de jeter dans la mare le rapport du BCNUDH sur les violences interethniques ayant émaillé la période préélectorale, entre le 16 et 17 décembre 2018, dans le territoire de Yumbi (province de Maï Ndombe). Un document accablant qui résultent des enquêtes menées depuis février par l'ONU dans ce territoire, théâtre d'affrontements consécutifs à un conflit fon-

cier opposant les communautés Batende et Banunu autour du lieu de l'enterrement d'un chef coutumier Banunu.

Le bilan de ces violences interethniques ayant étendu leurs tentacules jusque dans les territoires avoisinants tels que Bongende et Nkolo, est plus que salé. Dans leur rapport de vingt-quatre pages, les enquêteurs de l'ONU ont fait état d'au moins cinq cent trente-cinq morts et cent onze blessés. Des chiffres qui, naturellement, ne sont qu'approximatifs car, déjà en février, plus de huit cent quatre-vingt-dix personnes tuées lors de ces violences dont des civils et des membres de forces de sécurité congolaises avaient été recensées. Le nombre réel de victimes, à en croire l'ONU, serait plus élevé car, ré-

velé le document, « de nombreux corps ont vraisemblablement été jetés dans le fleuve Congo ou enfouis dans des fosses communes non encore découvertes en dehors d'une cinquantaine découverte dernièrement ». L'on parle de plus de seize mille civils qui s'étaient réfugiés au Congo Brazzaville et de plus de dix-neuf mille autres qui auraient gagné des localités voisines.

Un massacre prémédité et planifié

Pour l'ONU, il ne fait l'ombre d'aucun doute que les violences ainsi documentées à Yumbi présentent des éléments constitutifs de crime contre l'humanité par meurtre, persécution, transfert forcé de population ou violences sexuelles. L'ONU va même plus loin en stigmatisant le caractère prémédité et planifié de ces agressions essentiellement dirigées contre la population Banunu bien que les assaillants aient aussi atteint d'autres personnes n'appartenant pas à cette ethnie. À ce propos, le texte affirme que les autorités territoriales et provinciales étaient saisies de la situation de tensions exacerbées entre les deux communautés à partir du début du mois de décembre 2018. Elles avaient été informées de l'imminence d'une attaque et des préparatifs qui ont eu lieu dans les villages Batende, font observer les enquêteurs de l'ONU qui confirment, en outre, que les assaillants auraient reçu des instructions. Les attaques étaient dirigées par « des villageois Batende équipés d'armes à

feu, notamment de fusils de chasse, de machettes, d'arcs, de flèches et d'essence, et ciblaient les villageois Banunu », indique le rapport. D'autres témoignages repris dans ce document usien soutiennent l'utilisation « d'armes automatiques et de grenades par certains des assaillants ». Ce qui conforte l'ONU dans sa conviction selon laquelle les tueries étaient bien planifiées et exécutées avec l'appui des chefs de certains villages à majorité Tende. En outre, note le rapport, « des policiers étaient directement ou indirectement affiliés à l'une ou l'autre des communautés impliquées dans les violences ».

Par ailleurs, l'ONU a déploré l'absence de l'autorité de l'Etat à Yumbi et ses environs, ce qui a donné carte blanche aux assaillants pour se livrer à leur basse besogne. « L'ampleur des violences des attaques dans le territoire de Yumbi a été facilitée par l'absence de l'autorité et des services de l'Etat qui puissent agir et être perçus comme neutres, et par le rôle prédominant des autorités et règles coutumières dans le territoire », souligne le rapport.

Enfin, les enquêteurs regrettent qu'en dépit des signes de tensions croissantes et des échéances électorales, « aucune mesure préventive n'a été prise pour renforcer la présence de l'Etat dans ce territoire et éviter les violences entre les deux communautés ».

A.D.



Une tombe en mémoire des victimes

PROGRAMME D'URGENCE

Artistes et culturels protestent contre les cent jours « sang » culture

S'estimant laissés-pour-compte, les artistes sont décidés à se faire entendre auprès du président de la République à travers une marche de protestation prévue à Kinshasa, le 20 mars dès 9 h, partant de la Place Royale à la Cité de l'Union africaine.

Les « 100 jours du président de la République "sang culture" » sont perçus par les acteurs du monde culturel congolais comme un arrêt de mort signé de leur secteur, exclu des priorités de la République démocratique du Congo (RDC) en ce moment. Producteurs, éditeurs, écrivains, cinéastes, coiffeurs, etc., réunis autour du Collectif des artistes et des culturels (CAC), en sont frustrés. Tout effarés, ils constatent : « Ni dans le discours du président à son investiture ni dans son programme d'urgence de 100 jours n'est mentionnée la culture ».

À cet effet, le percussionniste Paul Ngoie, alias Paul le Perc, partage au Courrier de Kinshasa sa conviction que « la culture est délaissée depuis trop longtemps dans ce pays ». Pour le coordonnateur du CAC, « il est temps, avec la nouvelle alternance, de remettre la culture, identité d'un peuple, à sa place ».

Désappointé que le mémo adressé au chef de l'État, Félix Tshisekedi, le 31 janvier, soit resté lettre morte, le CAC a décidé de mener une action plus manifeste. Elle organise sa marche de protestation avec des objectifs bien précis. « Nous voulons que le gouvernement à venir mette en œuvre une politique culturelle réglementée. Nous voulons qu'il soit mis en place par le président de la Ré-



L'affiche de la marche de protestation du 20 mars

publique une commission d'experts de la présidence, du gouvernement et du monde de la culture », ont déclaré les organisateurs de la marche.

Cette commission aurait la mission d'assurer en premier lieu « la préparation du draft du projet de loi sur les principes généraux de la promotion culturelle en RDC (cette loi intégrera aussi le décret sur la politique culturelle) ». Le CAC estime tout aussi nécessaire la mise en application de « la réforme du financement de la promotion culturelle en RDC ». Ce, sans oublier « le statut juridique, fiscal et économique des artistes et des industries culturelles créatives ».

Selon Paul le Perc, l'action du CAC est d'autant plus légitime que « la culture est l'expression par excellence d'une nation, elle en garantit la survie identitaire ». Et de poursuivre : « Il ne peut donc y avoir de développement sans culture car aucune émergence ne peut être assurée dans une communauté sans tenir compte des réalités culturelles de cette dernière ».

Le percussionniste insiste encore : « Sans culture, point de développement. L'ignorer, c'est tuer notre nation d'où la dénonciation des 100 Jours "sang culture" ». Un avis partagé, soutient-il, par plusieurs associations et personnalités culturelles regroupées au sein du CAC.

Le comité provisoire du collectif constitué depuis l'an dernier et coordonné par Paul le Perc est composé notamment de la poétesse Yolande Elebe, du peintre Dikisongele, du comédien Rock Bodo, des journalistes Jordache Diala, Onassis Mutombo et Yves Abdallah.

Nioni Masela

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



AFRIQUE DE L'OUEST

Une croissance record

Le responsable du développement observé dans la région est le dynamisme des services, des activités commerciales et industrielles.

La croissance en Afrique de l'ouest est estimée autour de 6,8%. Au même moment, l'Afrique centrale peine à sortir de la crise pétrolière de 2014 et l'Afrique australe pâtit du miasme sud-africain.

L'Union économique et monétaire ouest-africaine reste la zone du continent la plus dynamique. La richesse par habitant progresse sensiblement, notamment au Sénégal et en Côte d'Ivoire, pour se rapprocher de celle des pays d'Afrique de l'est. La Côte d'Ivoire demeure la locomotive de la région, avec une croissance en 2018 de 7,5%. Elle n'est dépassée sur le continent que par l'Éthiopie.

Des résultats et des perspectives d'autant plus spectaculaires que les cours des matières premières ne sont pas tous à la hausse. Hormis le coton, le café et le cacao subissent toujours des pressions baissières. C'est le dynamisme de services, des activités commerciales et industrielles qui tirent les résultats économiques de ces pays. Le secteur extractif, notamment celui de l'or, joue aussi un rôle moteur.

Noël Ndong

CLIMAT

Un défilé mondial pour réclamer des actions fortes

La jeunesse mondiale sera dans la rue le 15 mars pour demander aux adultes de prendre des mesures qui s'imposent en vue de faire face aux changements climatiques. L'appel est une initiative du mouvement Fridaysforfuture de l'adolescente suédoise, Greta Thunberg.

Lycéens et étudiants se préparent à quitter leurs salles de classe de Sydney à Paris, de Tokyo à Montréal, de Hong Kong à certaines villes africaines pour cette « grève mondiale de l'avenir », qui va être un test pour une mobilisation inédite inspirée par la jeune suédoise.

« Nous faisons grève pour dire à nos gouvernements de faire leurs devoirs et de nous montrer des preuves ! », peut-on lire dans l'appel publié sur Facebook. Par ces mots, les jeunes du monde entier veulent se rendre effectivement compte que des mesures drastiques sont prises pour limiter le réchauffement à un maximum de +2°C par rapport à l'ère préindustrielle, comme prévu par l'Accord de Paris. Ils tiennent à cela parce que pour « l'instant, les dirigeants disent simplement qu'ils vont essayer de faire de leur mieux », comme le notait récemment Greta Thunberg. Pas suffisant parce que « notre maison brûle : je veux que vous commenciez à paniquer », soulignait-elle.

Le Fridaysforfuture, nom du mouvement de Greta Thunberg, la nouvelle égérie du climat de

16 ans, prévoit que plus de mille rassemblements se tiendront dans une centaine de pays pour répondre à l'appel sur la grève mondiale de l'avenir.

Karen O'Brien, sociologue de l'université d'Oslo, en Norvège, salue le mouvement des jeunes pour le climat. « Ce moment est très important, pas seulement en termes du nombre de jeunes gens qui feront grève, mais pour les conversations que cela va provoquer dans les familles, entre amis et dans les écoles », commente-elle. « Le test du mouvement ne sera pas la taille de la foule (...) mais dans les actions prises dans la société en réponse à la crise climatique », poursuit-elle.

Les dirigeants du monde appelés à tenir leurs engagements

Plusieurs analystes pensent que ces jeunes vont faire bouger les choses en amenant les dirigeants du monde à matérialiser leurs projets sur le climat. « Ce sont les électeurs de demain, ils sont regardés avec intérêt par les partis politiques et les groupes d'intérêt », relève

Sébastien Treyer, directeur général de l'Institut du développement durable et des relations internationales. Quant à certains responsables politiques, en Allemagne, au Royaume-Uni ou à Hong Kong, ils ont bien essayé de renvoyer ces jeunes à leurs études, en allant jusqu'à évoquer des conséquences en cas d'école buissonnière.

Dans certains pays, comme c'est le cas en France, des mesures sont déjà prises pour que l'appel à la grève sur le climat ne soit pas suivi. Pour ce faire, le ministre de l'Éducation nationale a appelé à des débats sur le climat dans les lycées ce même vendredi. Un « geste désespéré pour tenter d'étouffer les contestations », a dénoncé le collectif Youth for climate France.

A contrario, et selon des sources concordantes, plusieurs maires de l'alliance C40 des grandes villes pour le climat, comme Paris et Milan, ont apporté leur soutien aux jeunes. Dans un communiqué, le maire de Sydney, Clover Moore, se dit « fier d'être solidaire » du « combat pour la justice », mené par les jeunes de Fridaysforfuture. « Ils ont le plus à perdre de l'inac-

tion des gouvernements », a-t-il déclaré.

Il y aura « un avant et un après » 15 mars, espère l'ONG 350.org. « Cette grève mondiale sera un tournant dans l'histoire mondiale, un moment où les adultes apprendront à suivre leurs enfants », estime son coordinateur, Nicolas Haeringer.

La mobilisation des jeunes s'inscrit dans un mouvement citoyen plus large pour le climat, avec des actions de désobéissance civile ou des recours en justice comme la plainte pour « inaction climatique » qui doit être déposée, ce 14 mars, à Paris, contre l'État par quatre ONG soutenues par plus de deux millions de pétitionnaires.

Signalons que jusqu'à présent, l'appel à la mobilisation hebdomadaire lancé par la militante suédoise, qui brandit seule tous les vendredis depuis l'été sa pancarte « Grève de l'école pour le climat » devant le parlement à Stockholm, a été suivi dans quelques pays, notamment en Belgique ou en Allemagne, où les jeunes ont manifesté par milliers.

Nestor N'Gampoula

ENVIRONNEMENT

Les pollutions responsables d'un quart des morts et maladies dans le monde

Dans un rapport sur l'état de la planète, rendu public le 13 mars, l'ONU met en garde sur les disparitions et autres affections liées aux atteintes à l'environnement.

Les émissions responsables de la pollution de l'air, les produits chimiques contaminant l'eau potable et la destruction accélérée des écosystèmes nécessaires à la survie de milliards de personnes causent une sorte d'épidémie mondiale qui entrave aussi l'économie, selon le texte.

Ce rapport sur l'environnement mondial (Global environment outlook, GEO), sur lequel ont travaillé deux cent cinquante scientifiques de soixante-dix pays pendant six ans, souligne également un fossé grandissant entre pays riches et pays pauvres : surconsommation, pollutions et gaspillage alimentaire au Nord précipitent famine, pauvreté et maladies au Sud. Et alors que les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter, les dérèglements climatiques, comme les sécheresses ou les tempêtes, risquent de s'ajouter au fardeau de milliards de personnes. Dans ce domaine, l'Accord de Paris de 2015 vise à limiter le réchauffement à +2°C, voire 1,5°C, par rapport à l'ère préindustrielle. Mais les impacts sanitaires des pollutions, de la déforestation et d'une chaîne alimentaire industrialisée sont moins bien connus et il n'existe aucun accord international sur l'environnement équivalent à celui de Paris sur le climat.

Le rapport GEO publié mercredi, qui utilise des centaines de sources de données pour calculer l'impact de l'environnement sur une centaine de maladies, compile une série d'urgences sanitaires liées aux pollutions de toutes sortes. Des conditions environnementales « médiocres » sont responsables « d'environ 25% des morts et maladies mondiales », selon l'étude, qui parle d'environ neuf millions de morts liées aux pollutions environnementales en 2015.

Faute d'accès à l'eau potable, 1,4 million de personnes meurent chaque année de maladies évitables comme des diarrhées ou des parasites liés à des eaux contaminées. Les produits chimiques évacués en mer provoquent des effets négatifs sur la santé « potentiellement sur plusieurs générations » et 3,2 milliards de personnes vivent sur des terres dégradées par l'agriculture intensive ou la déforestation. Le texte estime aussi que la pollution de l'air cause six à sept millions de morts prématurées chaque année.

Des actions urgentes pour inverser la situation

Quant à l'utilisation débridée d'antibiotiques dans la production alimentaire, elle risque d'entraîner la naissance de

bactéries super-résistantes qui pourraient devenir la première cause de morts prématurées d'ici au milieu du siècle.

« Des actions urgentes et d'une ampleur sans précédent sont nécessaires pour arrêter et inverser la situation », indique le résumé à l'attention des décideurs qui accompagne le document. Sans une réorganisation de l'économie mondiale vers une production plus durable, le concept de croissance pourrait devenir vide de sens face aux morts et aux coûts des traitements, estiment les auteurs. « Le message central est que si vous avez une planète en bonne santé, elle soutient non seulement la croissance mondiale mais aussi la vie des plus pauvres qui dépendent d'un air pur et d'une eau propre », a indiqué Joyeeta Gupta, co-présidente du GEO. « A l'inverse, un système en mauvaise santé cause des dégâts immenses aux vies humaines », prévient-elle. Le rapport note toutefois que la situation n'est pas irrémédiable, appelant notamment à la baisse des émissions de CO₂ et de l'utilisation des pesticides. Le gaspillage alimentaire pourrait également être réduit, alors que le monde jette aux ordures un tiers de la nourriture produite (56% dans les pays les plus riches).

« Tout le monde dit que d'ici à 2050 nous devons nourrir dix milliards de personnes, mais cela ne veut pas dire que nous devons doubler la production », insiste Joyeeta Gupta, plaidant notamment pour une baisse de l'élevage. Mais cela « entraînerait un changement des modes de vie », reconnaît-elle. La publication de ce rapport pendant l'Assemblée générale du Programme des Nations unies pour l'environnement, à Nairobi, devrait alimenter le débat sur la question de la responsabilité des dommages causés à la Terre. Selon des sources proches des négociations, certains pays riches, États-Unis en tête, menacent de ne pas « accueillir favorablement » le rapport, un mauvais signe dans l'espoir d'un éventuel futur accord sur la réduction des gaspillages, de la surconsommation et des pollutions.

Mais petits ou grands, les pays auront à s'adapter à la réalité de leur environnement, souligne Gupta. « Si on regarde l'eau douce, c'est plus ou moins (un volume) fixe », note-t-elle, par exemple. « Vous devrez finir par partager. C'est un discours que beaucoup de pays développés n'aiment pas », indique-t-elle.

Nestor N'Gampoula et AFP

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 11 AU 17 MARS 2019

Venez découvrir l'exposition « femme, femme, femme ! » Jusqu'à la fin du mois de mars...

Mardi 12 mars

18h30 : Ciné-club: Calypso Rose The lionness of the jungle de Pascale Obolo

Mercredi 13 mars

15h00 : Débat d'idées : « L'importance des sciences sociales dans la vie professionnelle de l'ingénieur agronome » par Jim Junior Fantez Mokama, ingénieur agronome.

19h00 : Mercredi à la cafet' : Anny Flore Ntinou

Jeudi 14 mars

15h00 : Rencontre littéraire : La colère du fleuve de Prince Arnie Matoko

Vendredi 15 mars

19h00 : Humour : « Moi, sans papiers » de Valéry Ndong

Samedi 16 mars

10h00 : Les rendez-vous de la médiathèque (Samedis des petits lecteurs, L'heure du conte, Rencontre de scrabble)

19h00 : Humour : « La femme parfaite » de Manet Oumar

Dimanche 17 mars

17h30 : Résidence : Les Bantous de la capitale

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois.

METSTOIAUROUGE



**NOUVEAU
MASOLO+**
C'est plus de minutes
à prix réduits
***121*1*2#**

7 MIN
125 FCFA / 3 JOURS

3 MIN
60 FCFA / 1 JOUR



30 MIN

350 FCFA / 7 JOURS

Partners AG

RENCONTRE CITOYENNE

Antoine Bienaimé Obam-Ondon échange avec la population de Mbaya

Le député de la deuxième circonscription électorale de Gamboma, dans le département des Plateaux, a organisé, le 11 mars, une réunion avec les notables de la localité ainsi que ses mandants.

Accompagné de son collègue de la troisième circonscription électorale de Ouenzé à Brazzaville, Romi Oyo, le député de Gamboma II, Antoine Bienaimé Obam-Ondon, s'est entretenu avec les notables de la contrée sur des problèmes auxquels ils sont confrontés. Il s'agit, entre autres, des frais scolaires qui s'élèvent à 5 000 FCFA à l'école primaire et 17 500 FCFA au collège (6e en 4e), selon des témoignages. Des sommes qui seraient difficiles à payer au regard de l'activité agricole de la zone qui se fonde uniquement sur les travaux champêtres, donc des investissements à long terme.

Les notables ont également déploré le fait que le district de Gamboma semble être oublié par les autorités car la sous-préfecture n'aurait pas bénéficié des fruits de la municipalisation accélérée du département des Plateaux, en 2013. « Monsieur l'honorable député, cette occasion était fortement attendue par



Le député Antoine Bienaimé Obam-Ondon reçu par les notables de Mbaya DR

la population de Mbaya et ses notables. Votre présence fait renaître en nous l'espoir du vivre ensemble » a souligné un responsable, peu avant les échanges.

Prenant la parole à son tour, le député Bienaimé Obam-Ondon a remercié les notables et ses mandants pour l'accueil chaleureux qui lui a été

réservé. Il a, par ailleurs, indiqué que c'était pour lui une occasion de venir rendre visite à sa base en ce début d'année.

Parfait Wilfried Douniama et Hersan Kessouaki, stagiaire



OFFRE DE RECRUTEMENT

SERVTEC CONGO, filiale de SERVTEC INTERNATIONAL GROUP, présente au CONGO depuis 2002, est spécialisée dans la Gestion des Ressources Humaines, les formations HSE, la Prévention et Appui à la Lutte Incendie et le Management de la Qualité.

Suite à la création de deux structures sous-tutelle du Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi, nous recherchons pour les comptes de l'ACPE (Agence Congolaise Pour l'Emploi) et du FONEA (Fonds d'Appui à l'Employabilité et à l'Apprentissage) les candidats pour les postes de Directeurs centraux ci-dessous :
Pour le compte de l'agence Congolaise pour l'emploi en acronyme

ACPE:

- 1- DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATIONS ET DE LA PROSPECTIVE
- 2- DIRECTEUR DE LA MAITRISE DES RISQUES ET DU CONTROLE
- 3- DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DES RESSOURCES HUMAINES
- 4- DIRECTEUR DE L'INTERMEDIATION
- 5- DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES, DE LA REGLEMENTATION, DU RECouvreMENT ET DU CONTENTIEUX

Pour le Fonds National d'appui à l'Employabilité et à l'Apprentissage en anonyme

FONEA

- 1- DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATIONS ET DE LA PROSPECTIVE
- 2- DIRECTEUR DE LA MAITRISE DES RISQUES ET DU CONTROLE
- 3- DIRECTEUR ADMINISTRATIF, DES RESSOURCES HUMAINES ET AFFAIRES JURIDIQUES
- 4- DIRECTEUR DE L'EMPLOYABILITE

5- DIRECTEUR DES ETUDES ET ANALYSES DES PROJETS

Pour postuler, les candidats doivent remplir impérativement les conditions ci-dessous :

6-DIRECTEUR À L'APPRENTISSAGE

Pour postuler, les candidats doivent remplir impérativement les conditions ci-dessous :

- 1- Être de nationalité congolaise ;
- 2- Être titulaire d'un diplôme d'étude supérieure de niveau BAC+ 4 minimum dans l'une des spécialités ci après : Droit du Travail, Ressources Humaines, Finances et/ ou comptabilité, Informatique et réseaux télécommunications, Sciences politiques, Sciences de gestion ou Equivalent ;
- 3- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans un poste similaire;
- 4- Savoir utiliser les outils informatiques et la suite office (Word, Excel, Power Point...)

Pour répondre à cette annonce, veuillez nous envoyer votre dossier de candidature composé d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation à l'adresse: servtec@servtec-congo.com, en indiquant en objet: « le sigle de la structure suivi du nom du poste à pourvoir ». Exemple : ACPE/DARH

Pour plus de précisions veuillez consulter les fiches de poste sur www.servtec-congo.com dans notre espace emploi.

Date limite de réception des candidatures: Lundi 18 mars 2019 à 23H00

EXPOSITION

Daniel Isaac Itoua pérégrine en pays Mbôsi

Passionné de culture, l'anthropologue et écrivain est jusqu'au 20 mars à Oyo, dans le département de la Cuvette, pour animer une exposition originale riche en déclinaisons.

Dans le cadre plutôt moderne de la gare routière de la ville d'Oyo, se trouvent assemblées sur un espace prêté pour la circonstance par la mairie, nombre de pièces anciennes qui renvoient toutes à la culture des peuples Mbochis. Retenons ceci que de plus en plus, comme s'ils étaient attachés à réparer un mal hérité de l'histoire coloniale, les chercheurs consacrant leurs travaux à l'histoire de ces peuples considèrent que l'appellation Mbôsi est bien plus conforme que celle francisée de Mbochi. D'où le thème en référence « La vie au village, retour aux origines chez les mbôsi de l'Alima ».

Pourvu que cela vous paraisse utile d'aiguiser votre curiosité, de meubler vos connaissances ou de les confronter aux idées reçues, le maître des lieux peut vous tenir en haleine une heure et plus. Micro baladeur en main, Daniel Isaac Itoua vous promène le long de la scène, expliquant par le menu les choses et les êtres qui en sont l'émanation.

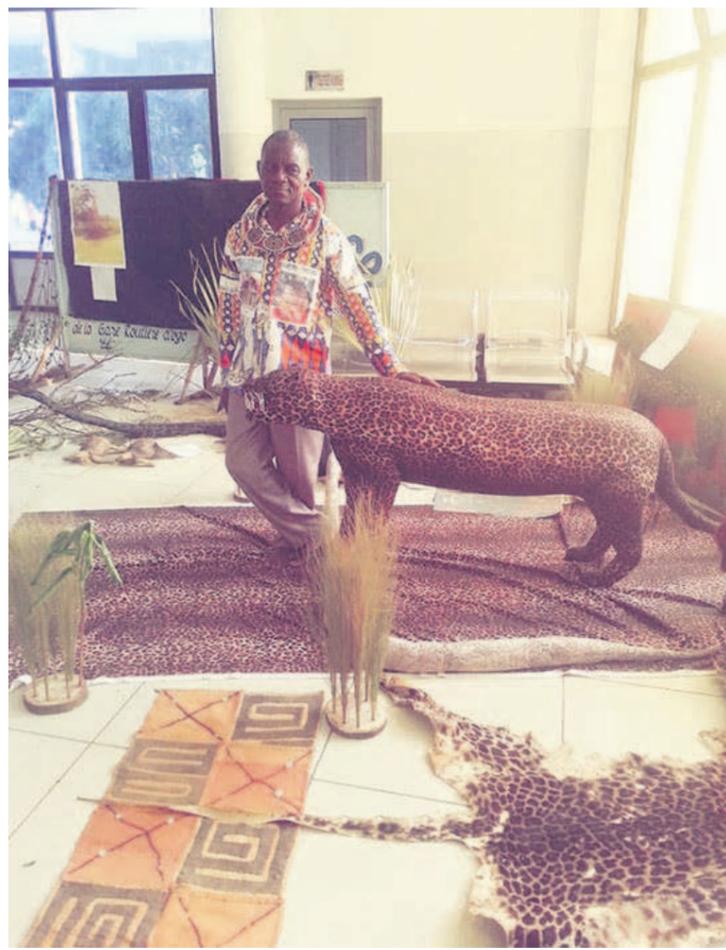
Comment ont toujours vécu les peuples mbôsi ? Quels rapprochements avec ceux qui leurs sont proches du fait des frontières en partage et de liens divers, en particulier les Kuyus et les Gangulus ? On en vient très vite à en établir les lignes forces.



Légués en français, en anglais et dans les langues locales, les instruments exposés vous parlent, mais Daniel Isaac Itoua semble ne pas vider son sac complètement, expliquant au détour d'une astuce aussitôt trouvée que telle pièce ne peut pas livrer tous ses codes, que

telle autre est de nature à être observée sans plus.

Presque donc à la fois une manifestation pour initiés: le rapport au fleuve, les vertus de la gamme de palmiers dont regorgent les forêts tropicales, les techniques de pêche, les attributs du pouvoir ancestral,



les instruments de musique, les multiples déclinaisons de l'art du forgeron, les nombreuses facettes du crapaud, la place de quelques reptiles, félins et pachydermes de renom, voilà qui constitue la toile de fond de cette aventure ambulante transportée à Oyo depuis le 7 mars par

Daniel Isaac Itoua et un certain Keim Oboura, maître de la sanza, versé lui aussi dans les choses anciennes de chez lui.

Petit bémol cependant à cette initiative qui aurait pu drainer du monde, le peu de communication autour de l'événement.

Gankama N'Siah

PRIX ORANGE DU LIVRE EN AFRIQUE

Révélation des six finalistes

À l'occasion de son 10e anniversaire, une première concernant l'Afrique, le jury mis en place par la fondation Orange désignera son lauréat le 15 mars, à 18h, sur la scène Agora de Livre Paris, en présence de ses six finalistes.

La cérémonie de reconnaissance de talents littéraires africains était initialement prévue sur le stand de Pavillon Lettres d'Afrique. Grande a été la surprise d'apprendre, à la dernière minute, l'absence de cet espace, fondé par Aminata Diop-Johnson, dédié aux auteurs et littératures d'Afrique. L'événement aura bel et bien lieu durant le rendez-vous littéraire de Paris. Pour cette première édition, cinquante-neuf titres ont été envoyés, proposés par trente-neuf maisons d'édition basées dans seize pays différents.

Le jury, présidé par Véronique Tadjo, de la Côte d'Ivoire, et dont le Congolais Wilfried N'Sondé était un des membres, avait à choisir un texte de fiction écrit en langue française par un écrivain africain et publié par une maison d'édition basée sur le continent africain.



Les livres éligibles devaient être publiés entre le 1er janvier 2017 et le 30 octobre 2018.

Après délibérations des comités de lecture, la liste des six finalistes de la première édition du Prix Orange du Livre en Afrique a été dévoilée : Djaïli Amadou Amal, Munyal, «Les larmes de la patience», Editions Proximité (Cameroun) ; Khalil Diallo, «A l'orée du trépas», Harmattan Sénégal (Sénégal) ; Youssouf Amine Elalamy, «Même pas mort», Editions le Fennec (Maroc) ; Pierre Kouassi Kangannou, «La rue 171», Eburnie (Côte d'Ivoire) ; Salima Louafa, «Chairs d'argile», Afrique Orient (Maroc) et Yamen Manaï, «L'amas ardent», Editions Elyzad (Tunisie). Les six auteurs finalistes sont invités à Paris et présenteront leurs livres lors d'une conférence de presse prévue le 15 mars 2019, à 18h,

sur la scène Agora de Livre Paris, en présence de Christine Albanel, présidente déléguée de la fondation Orange. La rencontre sera animée par Hubert Artus, journaliste littéraire.

Parmi les six finalistes, le Jury final désignera le lauréat qui se verra décerner le Prix, le 23 mai prochain, à Yaoundé, au Cameroun. Il recevra une dotation de dix mille euros et bénéficiera d'une campagne de promotion de son ouvrage.

Par communiqué de presse, les organisateurs expliquent que la fondation Orange est engagée dans trois domaines de mécénat : éducation, santé et culture. En lien avec le cœur de métier d'Orange, elle souhaite, dans ces trois domaines, mettre le numérique au service de la population telles que les jeunes en difficulté scolaire ou sans qualification, les femmes en situation précaire et les personnes autistes, afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans la société.

Marie Alfred Ngoma

THÉÂTRE

Arsène Fortuné Bateza sur scène à l'Institut français du Congo

L'artiste comédien, humoriste, metteur en scène et réalisateur congolais et sa compagnie Tuné comédie livreront, les 22 et 23 mars, à Brazzaville, deux spectacles, à l'occasion des ses vingt-cinq ans de carrière.

Deux pièces sont retenues pour ce spectacle, à savoir «La marmite de Koka Mbala» et «Le procès de l'histoire», respectivement mises en scène par Fortuné Bateza et Pedro Luyindula avec l'assistan-

ce de Juste Parfait Menidio. Ces pièces seront jouées en prélude à la Journée internationale du théâtre, célébrée le 27 mars de chaque année.

L'artiste s'amuse à décrire la vie

telle qu'il la voit ; il va partager une fois de plus avec le public son savoir-faire. Dans la pièce «La marmite de Koka Mbala» de Guy Menga, il est mis en scène l'histoire d'une cité où les lois sont

rigides et les juges impitoyables. Celles-ci ne frappent surtout que les jeunes, tandis qu'elles sont miséricordieuses pour les adultes. Dans cette cité dite de Koka-Mbala, il est interdit à tout homme de

lever les yeux sur une femme (et vice versa) et de voler.

Celui ou celle qui désobéit aux lois est puni(e) de mort et sur sa tombe on y plante un jeune arbre du nom de « N'sanda ». Pour les jeunes, la situation empire sous le règne du roi Bintsamou dont le premier conseiller est en même temps le grand féticheur du royaume. Il invente une marmite à esprits destinée à faire peur à ceux qui hésitent à prononcer la condamnation à mort de tout jeune surpris en flagrant délit...

Quant au «Procès de l'histoire», c'est une pièce qui porte la saveur amère des stigmates de rêves inachevés, les parcours interrompus de personnes qui ont cru en l'émancipation d'un peuple qui était le marchepied des autres. Cette pièce confronte à l'histoire les voix d'hommes et de femmes qui ont combattu pour la liberté des peuples noirs comme Kimpa Vita, Simon Kimbangu, André Matsoua, Martin Luther King, Patrice Lumumba, Thomas Sankara, Nelson Mandela, etc. Notons que ces spectacles sont payants.

Rosalie Bindika



Fortuné Bateza et sa compagnie Tuné comédie

Groupe ISM, leader de la formation en Afrique de l'Ouest



Depuis + de 25 ans

Programmes Licence, MBA & Master

- École de Management
- École de Droit
- École d'ingénieurs-Digital Campus
- Madiba Leadership institute

www.groupeism.sn

Groupe ISM 2, rue des Écrivains ; Point E - BP 5018; Dakar-Fann - Sénégal ☎ + 221 33 869 76 77 ✉ info@ism.edu.sn



VIE ASSOCIATIVE

Ebène femmes et développement du Congo en conférence-débat

Le colloque aura lieu, le 23 mars à Brazzaville, en faveur de la femme. En dehors des thèmes international et national retenus pour célébrer la Journée internationale des droits des femmes, les sous thèmes «Entrepreneuriat au féminin» et «Economie formelle» feront également l'objet des communications. L'un des objectifs de la rencontre est d'améliorer les conditions de la femme pour une autonomie financière et les amener, à long terme, à participer au développement de l'économie du pays.

En rappel, l'association Ebène femmes et développement du Congo, dirigée par Eugénie Opou, est une structure à but non lucratif et apolitique. Elle œuvre pour la promotion des femmes dans le processus du développement du Congo, contribue à la formation et à l'encadrement des femmes en gestion et management des entreprises, ainsi qu'à la création d'un réseau national des femmes avec des antennes au plan mondial.

R.M.

REVENDEICATIONS SOCIALES

La Fenosas suspend l'avis de grève

La Fédération nationale des agents de la santé et des affaires sociales (Fenasas) a annulé l'avis de grève lancé le 6 mars, du fait que le dialogue avec les autorités administratives et politiques vient d'être renoué.

« Lorsque les autorités administratives ont déjà accepté d'amorcer les négociations, tout mouvement de grève doit être suspendu », a déclaré le président de la Fenosas, Albert Gnanga, dans une communication à l'endroit des travailleurs de diverses structures de santé, le 13 mars à Brazzaville. Il y a, en effet, eu une réunion de concertation entre le ministère de la Santé et de la population et la Fenosas sous la supervision du directeur de cabinet du vice-Premier mi-



Les dirigeants de la Fenosas annonçant la suspension de l'avis de grève

« Lorsque les autorités administratives ont déjà accepté d'amorcer les négociations, tout mouvement de grève doit être suspendu »

nistre, Josias Itoua-Yocka.

Le communiqué rendu public par la Fenosas souligne que les différentes parties concernées ont convenu de la reprise du dialogue et de la concertation dans le cadre du comité paritaire de suivi des conclusions issues du dialogue social tenu du 9 au 11 octobre 2018. Une rencontre est prévue, à cet effet, le 14 mars, pour convenir des points à inscrire à l'ordre du jour et d'un calendrier de travail. « Ainsi, nous (la Fédération

nationale des agents de la santé et des affaires sociales) prononçons la suspension du mot d'ordre de grève lancé le 6 mars 2019 », a signifié le secrétaire à l'organisation et à la mobilisation, Martin Abia, donnant lecture de ce communiqué.

La Fenosas réclame, entre autres, les arriérés de salaire des travailleurs des structures de santé. Selon Martin Abia, les choses semblent aller dans la bonne direction d'autant plus que le dia-

logue rompu vient d'être renoué. Mais Albert Gnanga a apporté une nuance en soulignant que si l'administration joue à nouveau au pourrissement de la situation, il n'y aura plus d'arbitres. La Fenosas ira alors droit au but en décrétant une grève qui mettra aux arrêts les structures de santé dans le pays. Le dialogue engagé entre les différentes parties a pour objectif de trouver des solutions concertées afin que le pire n'arrive pas.

Rominique Makaya

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Quatre nouveaux docteurs en physique à l'Université Marien-Ngouabi

Les impétrants Holyness Beben Mabilia Poaty, Cédric Clarfeler Boungou, Girel Bénédie Bouka Pivoteau et Aubin Lauril Lomanga Okana, considérés comme des produits purs de l'unique alma mater publique congolaise, ont soutenu leurs thèses de doctorat récemment à Brazzaville

Après sept ans de formation, les quatre doctorants ont passé avec brio leurs thèses de doctorat unique portant sur des thématiques variées : les matériaux pour l'énergie, le magnétisme, la structure électronique et les problèmes des catalyses qui sont plus ou moins liés à la pollution atmosphérique. En effet, Holyness Beben Mabilia Poaty a soutenu sur le titre « Etude ab-initio de la stabilité, des propriétés électroniques et optiques des dichalcogénures des métaux de transition XS₂ (X=Sn, Mo et W) ».

Une soutenance qui lui a valu la mention très honorable avec félicitations du jury. Interrogé sur l'intérêt de ces travaux présentés d'une manière théorique, le

désormais docteur a indiqué que ces résultats pouvaient être utilisés dans les nouvelles technologies appelées les nanostructures. Il s'agit des technologies qui sont miniatures, trouvant beaucoup d'applications qui entourent les humains tels que les smartphones, les écrans télé et bien d'autres. « Mais ce travail est une très grande contribution à la communauté scientifique. Ce que j'ai fait ce n'est qu'un début et une partie du travail et les autres viendront compléter. Ces travaux peuvent améliorer le quotidien des Congolais dans ce sens où la science n'a plus de frontière, ce qui se passe en Europe peut être la même chose ici », a expliqué Holyness Beben Mabilia Poaty.

Soutenant le thème « Simulation théorique de l'adsorption des isomères Isocyanate (NCO) sur la surface Ag (001) », Cédric Clarfeler Boungou a, lui aussi, reçu la mention très honorable avec félicitations du jury. « Aujourd'hui, la pollution atmosphérique est un problème très crucial. Dans cette thèse, nous avons cherché à contribuer à la lutte contre ce phénomène en tentant d'améliorer les pro-catalytiques des véhicules que nous utilisons », a souligné l'impétrant à la presse, dont la prochaine étape sera une deuxième thèse dans un domaine expérimental pour avoir une base scientifique très solide théoriquement et expérimentalement.

Girel Bénédie Bouka Pivoteau

et Aubin Lauril Lomanga Okana ont, eux également, reçu des mentions très honorables. Ils ont respectivement soutenu sur « Adsorption des espèces atomique (C), moléculaire (CO) et des fragments moléculaires (CH₃, OH, CH₂OH, H₂CO et HCO) sur la surface Au (001) » et « Structure électronique et magnétisme du système Fe/W (110) : effet de la contamination de l'oxygène et de l'adsorption des molécules diatomiques ».

Des futurs enseignants ou chercheurs ?

L'une des chevilles ouvrières dans ce travail, le Pr Bernard M'Passi Mabilia a rappelé qu'il s'agissait des thématiques de pointe. Selon lui, le premier critère a été la production scientifique. « Pour soutenir une thèse, il faut publier un article inédit, c'est-à-dire des recherches qui n'ont jamais été faites ailleurs au moins au niveau des résultats, donc trouver quelque chose de nouveau et le mettre à la disposition de la communauté internationale. Les travaux de ces jeunes, vous pouvez maintenant lire partout dans le monde entier, ces résultats ont une dimension internationale », a expliqué le premier professeur titulaire en physique au Congo.

Tantôt directeur de thèse, tantôt président du jury ou examinateur, le Pr Bernard M'Passi Mabilia pense que ces soutenance ont une particularité : le fait qu'elles se passent en physique qui n'est pas une science « comestible », car souvent les élèves ont peur de cette discipline. « Ce sont des thèses de physique, ensuite ce sont des étudiants qui ont préparé la thèse à Brazzaville, notamment au niveau de l'Université Marien-Ngouabi avec les Congolais comme directeurs. Nous faisons la recherche fondamentale, ne soyez pas surpris que dans dix ans ou plus, ces recherches soient récupérées », a-t-il précisé.

Notons que depuis l'existence de la formation doctorale, ce sont les premiers étudiants à soutenir en physique, mis à part ceux qui y enseignent déjà. Car, pour la plupart, des doctorants soutenaient en cotutelle avec d'autres universités.

Coordonnateur des groupes de recherche et directeur général de l'enseignement supérieur, le Pr M'Passi Mabilia estime que ces jeunes docteurs pourront servir à l'Université Marien-Ngouabi ou à l'Université Denis-Sassou-N'Guesso de Kintélé, qui auront besoin des enseignants bien formés.

Parfait Wilfried Douniama



Les quatre impétrants/Adiac

GENRE

Les oubliées du 8 mars

Les femmes déficientes mentales, errant jour et nuit dans les rues de plusieurs localités du pays, n'ont visiblement pas fait l'objet d'une attention particulière lors de la célébration de la Journée internationale des droits de la femme. Les défis liés à leur prise en charge, les abus sexuels dont elles sont victimes semblent passer sous silence, même pas une conférence-débat pour appeler à une prise de conscience collective.

Les Congolaises de toutes les couches sociales, notamment vulnérables, ont célébré avec faste la Journée internationale des droits de la femme sur toute l'étendue du territoire national. Femmes rurales, femmes en milieu carcéral, veuves..., toutes se sont mobilisées autour du thème national « L'implication de la femme congolaise dans la lutte pour l'autosuffisance alimentaire des produits de base ».

Il est bien clair que le thème interpelle les femmes disposant de toutes leurs facultés mentales afin qu'elles mettent la main à la pâte pour créer de la richesse en aidant le Congo à relever le défi de l'autosuffisance alimentaire.

Seulement, peu d'actions, sinon pas d'actions n'ont été orientées vers les femmes malades mentales dites « folles ». Un qualificatif jugé péjoratif pour nombre de psychiatres, notamment le Pr Alain Mouanga, neuro-psychiatre et chef de service de psychiatrie du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville, qui préfère le terme « psychose chronique » à la « folie ». La vulnérabilité de ces femmes malades mentales, les abus sexuels dont elles sont curieusement victimes et le danger public qu'elles représentent, dans une certaine mesure,



Une malade mentale cherchant de la nourriture dans un bac à ordures, à Brazzaville

semblent passer sous silence. Elles sont parfois violées et engrossées. L'absence d'initiatives en leur faveur, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits de la femme, notamment le 8 mars, renforce ainsi le regard stigmatisant et discriminant que la société pose sur elles, considérées comme des laissées-pour-

compte. « Penser que la maladie mentale est différente des autres maladies, c'est faire de la discrimination », selon le Pr Alain Mouanga.

Un problème à prendre à bras le corps

La célébration de la Journée internationale des droits de la femme devrait aussi être

une occasion pour celles qui jouissent de leurs facultés mentales de prendre à bras le corps la situation de leurs sœurs souffrant de psychose chronique tant celles qui déambulent dans les rues, dans différentes localités du pays, que celles qui sont placées à l'asile. La fête peut aussi être belle à travers les plaidoyers sur l'amélioration de

la prise en charge des femmes malades mentales, de leur protection sociale, des conférences-débats pour une prise de conscience collective ainsi que d'autres initiatives fortes sur le terrain.

Pourtant, l'observation faite est telle que les femmes se désolent de voir leurs sœurs malades mentales se balader nues et livrées au regard de tous. Souvent, pour éviter ce spectacle, elles ont le réflexe de les couvrir par un pagne ou autre habit. La Journée internationale de la femme ne devrait pas donc uniquement être faite d'initiatives pour revendiquer les droits de celles ayant une bonne santé mentale car les sœurs malades mentales ont aussi des droits.

Même si au Congo les efforts sont consentis dans le cadre des soins et l'encadrement des malades mentaux de façon générale, il y a encore du chemin à parcourir. Les services de la sécurité civile les prennent dans les rues pour les mettre à l'asile, mais peu de temps après, on les retrouve dans les artères de la capitale. La coordination entre les affaires sociales et la sécurité civile mérite d'être renforcée pour mieux contrôler les fuites des malades mentaux de l'asile vers la rue.

Rominique Makaya

SANTÉ

Des femmes sensibilisées à la prévention du cancer du col de l'utérus

Une conférence sur le sujet, organisée par les élues locales de Pointe-Noire, le 12 mars à la mairie centrale, a été animée par des experts dont certains sont venus de Brazzaville.

Patronnée par Jean François Kando, député maire de la ville, la rencontre a eu comme objectif de former des femmes devant relayer et sensibiliser au cancer du col de l'utérus. Elle a permis au Pr Edith Nsondé, du service de cancérologie du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville et au Dr Ngatali, chef de service cancérologie de l'hôpital général de Loandjili, d'édifier les

femmes sur la situation épidémiologique de la maladie, les facteurs qui la favorisent (rapports sexuels précoces, mauvaise hygiène sexuelle, infection au VIH, multiplication des partenaires et autres...) ainsi que sur sa principale cause : l'infection au virus papillome humain.

Le cancer du col de l'utérus se manifeste par des saignements vaginaux, des sécrétions vagi-

nales, des œdèmes, des lésions et autres. Bien qu'étant une maladie dangereuse, le cancer, considéré comme un problème de santé publique, est guérissable lorsqu'il est diagnostiqué très tôt, donc dans sa phase locale. C'est pourquoi il a été conseillé aux femmes de procéder, tous les deux ou trois ans, à des dépistages précoces.

La prise en charge de la maladie

est pluridisciplinaire. Ses traitements sont disponibles dans le pays (chirurgie, chimiothérapie et autres) mais ils demeurent très coûteux, entre quatre et six millions de francs CFA, si bien que certains patients préfèrent se faire soigner à l'étranger, ce qui revient presque au même puisqu'il faut payer le billet d'avion. Par ailleurs, on note des insuffisances au niveau du plateau technique dans le pays, ce qui ne facilite pas la tâche dans la prise en charge de cette pathologie.

Les femmes ont aussi été édifiées sur le cancer du sein qui touche aussi les hommes; le tabac et l'alcool constituant certaines des causes. Ce type de cancer peut être prévenu, entre autres, avec l'allaitement prolongé, l'exercice physique et la pratique du sport. L'information, l'éducation et la communication s'avèrent nécessaires pour lutter contre le cancer du col de l'utérus et les autres formes de cancer. D'où le souhait des élues locales de Pointe-Noire d'intensifier la sensibilisation à

cette pathologie.

Les participantes à l'activité n'ont pas caché leur satisfaction. « Je suis contente d'avoir participé à cette sensibilisation. Beaucoup de gens pensent que le cancer est inguérissable. Mais ici, nous avons appris qu'on peut guérir de cette maladie. Nous avons suivi le témoignage de notre sœur qui a été guérie d'un cancer du col de l'utérus sur place au Congo. On nous a demandé de relayer les informations reçues et c'est ce que je vais faire », a promis une participante.

Au terme de la conférence, des recommandations ont été formulées à l'endroit du gouvernement et de la mairie pour une meilleure prise en charge des cancers, une prévention et une lutte effective contre ces pathologies. Cette sensibilisation entre dans le cadre des activités retenues pour le mois de mars et va se poursuivre dans tous les arrondissements de Pointe-Noire jusqu'à Tchiamba Nzassi.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga



Une vue de la salle lors de la conférence de sensibilisation/Adiac

ROUTE NATIONALE

Les usagers soumis à des tarifs de péage forfaitaires

La société concessionnaire, La congolaise des routes (LCR), a pu obtenir du gouvernement l'autorisation d'appliquer pendant six mois une réduction de moitié des prix de péage, en attendant la transition vers la nouvelle grille tarifaire.

Quatre gares de péage sont concernées par la mesure transitoire, à savoir les postes de Lifoula, Mengo, Moukondo et Yié. Les véhicules légers classe 1 paient 500 FCFA ; les véhicules légers 4x4 classe 2b 1000 FCFA ; les véhicules de transport collectif classe 2 minibus 1500 FCFA ; les véhicules de transport collectif de classe 3 Autocar 6 500 F CFA ; les poids lourds de classe 3b camion DEUX essieux 10 000 F CFA et les poids lourds classe 4 Camion trois essieux et plus 20 000 FCFA.

Le passage à la nouvelle réglementation ne peut se faire de manière brutale, a confié, le 13 mars, Exu Emma, l'assistante du directeur général de LCR, dont les équipes préparent une campagne de sensibilisation auprès des usagers de la route. La population doit comprendre le bien-fondé de la mise en concession de la route et la nécessité de réaliser régulièrement les travaux d'entretien, a-t-elle indiqué.

Des services multiples au bénéfice des usagers

En effet, la concessionnaire a



Un poste de péage sur la RN1

promis de déployer sous peu sur le terrain ses techniciens pour les opérations de nettoyage, de réparation des nids-de-poule, des panneaux de signalisation, de curage des systèmes d'assainissement, ainsi que des travaux de réfection des chaussées, de maintenance des ponts et des bâtiments... « L'argent de péage collecté nous sert à

entretenir les infrastructures durant les trente années à venir. Car, les premiers ennemis de la route, ce sont l'érosion et le surpoids des camions », a estimé Exu Emma.

Des moyens de communication seront mis en place pour interpellier les conducteurs sur les dangers de la route et un centre d'appel devrait même être ou-

vert au public (téléphone, internet, courrier). Pour ce faire, des agents seront mobilisés de façon permanente pour intervenir en cas de besoin, avec des dépanneuses, pompiers, ambulances, patrouilleurs de route, forces de l'ordre.

Mieux, l'entreprise veut innover en proposant de multiples services sur le corridor Braz-

zaville Pointe- Noire. « Nous allons proposer des services à nos usagers tels que mettre en place des moyens de paiement sans espèces, par prépaiement, par mobile (mobile money), augmenter le nombre de stations-service, des restaurants, boutiques, aires de stationnement, aires de repos, aires de services, et de dépannage et d'assistance... », a assuré ce cadre de LCR.

En rappel, la mise en activité des péages a été lancée, le 1er mars courant à Lifoula, au nord de Brazzaville, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. À partir d'août prochain, les conducteurs vont devoir payer à chaque poste, pour les véhicules légers et les tricycles, 1500 F CFA ; les véhicules légers 4x4 classe 2b, 2000 FCFA ; les véhicules de transport collectif classe 2 minibus, 3000 F CFA ; les véhicules de transport collectif de classe 3 autocar, 13 000 FCFA ; les poids lourds de classe 3b camion deux essieux, 20 000 FCFA et les poids lourds classe 4 camion trois essieux et plus 40 000 F CFA.

Fiacre Kombo

ECONOMIE NUMÉRIQUE

Une agence nationale pour sécuriser les systèmes d'information

Le projet de loi portant création de la structure a été approuvé, le 6 mars, en Conseil des ministres. L'objectif est de pallier le vide institutionnel encore palpable en République du Congo.

L'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information veillera à l'application des lois relatives à la cyber sécurité, à la lutte contre la cybercriminalité, aux transactions électroniques et à la protection des données à caractère personnel. Elle aura pour mission d'assurer, pour le compte de l'Etat, le contrôle et le suivi des activités liées à la sécurité des systèmes d'information et des réseaux de communications électroniques.

En tant qu'autorité de certification principale de l'administration publique, elle est aussi chargée de garantir la protection du cyberspace national et d'assurer le suivi des activités liées à la cryptologie réalisées par les organismes publics et privés sur le territoire national.

« Il s'agit, aux termes de ces textes importants, de promouvoir le développement du numérique au Congo, mais aussi, en s'inspirant des instruments internationaux, régionaux et communautaires, de protéger l'Etat et les usagers des risques majeurs qu'induisent le développement et l'attrait des technologies de l'information et de la communication », a indiqué le Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, soulignant que « si la révolution numérique a été à l'origine d'importantes mutations à

tous les niveaux de la société, elle a, dans le même temps, accru la vulnérabilité des Etats, des organisations et des individus en raison de l'interdépendance croissante de produits et services vitaux. »

Rappelons que dans le but de structurer les secteurs clés de l'économie, le gouvernement avait adopté, lors du Conseil des ministres du 27 février dernier, le projet de décret portant approbation des statuts de l'Agence de régulation des transferts de fonds (ARTF).

Placée sous la tutelle du ministère en charge des Finances, l'ARTF est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle a pour missions d'orienter et de contrôler l'ensemble des activités en matière de transferts de fonds, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

A ce titre, elle est chargée notamment de réguler les activités relatives aux transferts de fonds ; contribuer à l'élaboration de la balance des paiements ; suivre la constitution et la liquidation des investissements étrangers ; veiller au fonctionnement des sociétés de transfert de fonds ; examiner les demandes d'agrément des sociétés de transferts de fonds, etc.

Lopelle Mboussa Gassia

CHANGEMENT CLIMATIQUE

La FAO inquiète pour la biodiversité

L'agence de l'ONU sonne l'alarme sur l'état de la biodiversité, condition sine qua non de la sécurité alimentaire mondiale, dans son premier rapport sur le sujet, publié dans le Journal de l'environnement.

Victime récurrente de l'agriculture et de l'alimentation humaine, la biodiversité en constitue une condition essentielle. Le rapport porte sur l'analyse de quatre-vingt-onze pays. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'intéresse aux plantes (cultivées ou cueillies) et aux animaux (élevés, chassés ou pêchés) et révèle de nombreuses menaces dans ces pays.

La biodiversité est cruciale pour la sécurité alimentaire. Elle fournit de nombreux services écosystèmes vitaux : création et maintien de sols sains, pollinisation des plantes, contrôle des ravageurs, habitat pour la faune sauvage, dont les poissons et d'autres espèces critiques pour l'alimentation. Elle rend aussi les systèmes de production plus résilients aux facteurs de stress.

Outre son intérêt en tant que support agricole, la biodiversité a aussi trait aux espèces consommées, domestiquées ou sauvages. Or, elle connaît, là aussi, un fort déclin du fait de l'uniformisation agricole : sur les six mille plantes cultivées pour nourrir la population, moins de deux cents contribuent de manière importante à l'alimentation, et seulement neuf d'entre elles contribuent à 66% de la production agricole mondiale : canne à sucre, maïs, riz, blé, pommes de terre, soja, huile de palme,

betterave et manioc. Idem pour les animaux d'élevage : sur les sept mille sept cent quarante-cinq races d'élevage recensées à travers le monde, toutes espèces confondues, 26% sont en danger d'extinction, le statut de 67% étant inconnu, et seuls 7% d'entre elles sont considérés comme hors de danger.

La biodiversité connaît une crise sur tous les continents, mettant en danger l'humanité. Parmi les principaux facteurs de pression, sont cités l'agriculture, la déforestation, le changement climatique et les espèces invasives, selon le Journal de l'environnement. La situation est tout aussi préoccupante pour les trois mille neuf cent quatre-vingts espèces sauvages consommées dans le monde (plantes, poissons, mammifères) : 24% sont en déclin, tandis que le statut de 61% d'entre elles demeure inconnu.

Les zones les plus touchées sont l'Amérique latine et les Caraïbes, suivies de l'Asie et l'Afrique. Les menaces diffèrent d'un continent à l'autre : surexploitation agricole, chasse et braconnage en Afrique ; déforestation, changement d'usage des sols et intensification agricole en Europe et en Asie centrale ; surexploitation, ravageurs et espèces invasives en Amérique latine et Caraïbes ; déforestation en Asie.

Noël Ndong

PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Plusieurs associations soutiennent l'inscription de l'élément né sur le continent africain

Les organisations **Secours populaire français, Copain du monde et Carnet de correspondance** se sont engagées à soutenir notamment l'inscription du savoir et du savoir-faire universel du processus de la création sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel (PCI) de l'humanité.

Jean-Louis Callens, secrétaire général de Secours populaire français, avec Copain du monde et Carelle Moukémaha, d'origine congolaise et présidente de Carnet de correspondance, s'engagent dans la transmission de la méthodologie pour décrypter l'art et l'architecture avec le Cercle d'études scientifiques Rayer (CESR) qui met en évidence que l'Afrique est à l'origine des racines culturelles de l'humanité.

Pour Chrystelle Vidament, secrétaire générale du CESR, avec le soutien de Secours populaire français et Carnet de correspondance, la jeunesse mondiale va être initiée à ces découvertes culturelles universelles.

L'élément né en Afrique dès le début de la période antique invite les acteurs culturels à une lecture universelle



Les partenaires du projet

des œuvres d'art, de l'architecture et avec l'aide de Jean Louis Callens qui, depuis près d'un demi-siècle, mène sans faille le combat de la pauvreté et de l'éducation, dans la dignité de la personne humaine. L'objectif ne peut qu'être atteint, d'autant plus que depuis le soutien récent de Carelle Moukémaha,

juriste au sein du groupe Axa, notamment avec Carnet de correspondance dont l'objectif est de rétablir un véritable échange, une réelle communication, une meilleure correspondance entre le monde associatif et l'école, il est certain qu'ensemble ils vont accompagner la jeunesse mondiale à mieux ap-

préhender la culture universelle de demain.

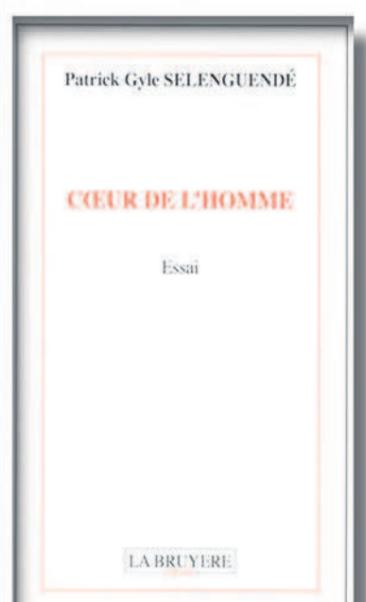
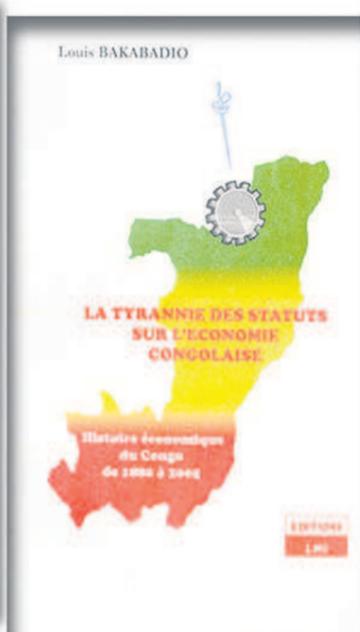
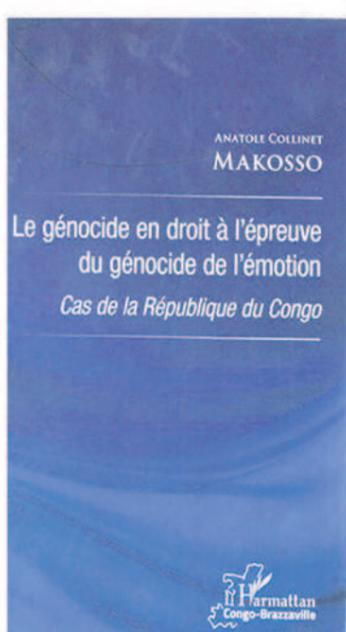
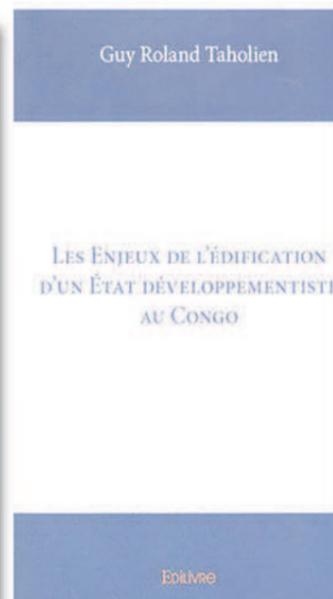
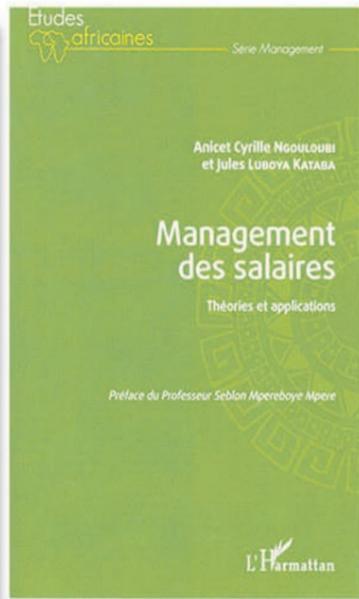
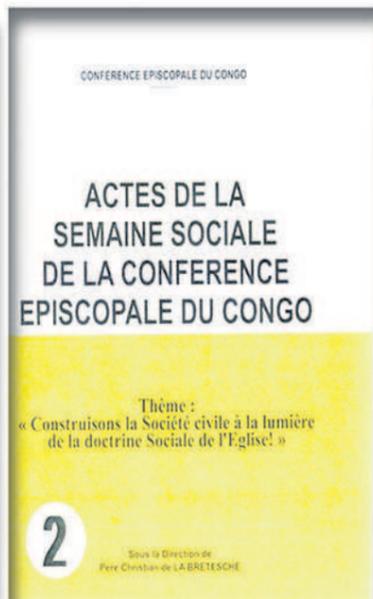
« Avec le Cercle d'études scientifiques Rayer, nous allons enrichir les conférences culturelles des délégations auprès de l'Unesco, des musées, des écoles, des universités. Dans nos différentes actions, nous allons mettre en place le service mondial

universel qui a pour objectif d'impliquer davantage la jeunesse mondiale dans la notion de l'humanité, de promouvoir l'engagement en faveur de la reconnaissance de l'universalité de la culture et de favoriser l'unité mondiale autour de valeurs communes », a-t-elle déclaré.

Le CESR et ses partenaires veulent transmettre le savoir et le savoir-faire en initiant l'humanité à la recherche universelle et en familiarisant les enfants avec des lieux qui présentent l'universalité de la culture; en valorisant le travail de recherche des enfants; en favorisant l'accès à la culture dès le plus jeune âge et en leur faisant analyser les œuvres d'art et l'architecture tout au long de l'année scolaire.

Bruno Okokana

En vente à la librairie Les Manguiers, Les Dépêches de Brazzaville



SANTÉ

Des femmes sensibilisées à la prévention du cancer du col de l'utérus

Une conférence sur le sujet, organisée par les élues locales de Pointe-Noire, le 12 mars à la mairie centrale, a été animée par des experts dont certains sont venus de Brazzaville.

Patronnée par Jean François Kando, député maire de la ville, la rencontre a eu comme objectif de former des femmes devant relayer et sensibiliser au cancer du col de l'utérus. Elle a permis au Pr Edith Nsondé, du service de cancérologie du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville et au Dr Ngatali, chef de service cancérologie de l'hôpital général de Loandjili, d'éduquer les femmes sur la situation épidémiologique de la maladie, les facteurs qui la favorisent (rapports sexuels précoces, mauvaise hygiène sexuelle, infection au VIH, multiplication des partenaires et autres...) ainsi que sur sa principale cause : l'infection au virus papillome humain.

Le cancer du col de l'utérus se manifeste par des saignements vaginaux, des sécrétions vaginales, des œdèmes, des lésions et autres. Bien qu'étant une maladie dangereuse, le cancer, considéré comme un problème de santé publique, est guérissable lorsqu'il est diagnostiqué très tôt, donc dans sa phase locale. C'est pourquoi il a été conseillé aux femmes de procéder, tous les deux ou trois ans, à des dépistages précoces. La prise en charge de la maladie est pluridisciplinaire. Ses traitements sont disponibles dans le pays (chirurgie, chimiothérapie et autres) mais ils demeurent très coûteux, entre quatre et six millions de francs CFA, si bien que certains patients préfèrent se faire soigner à l'étranger, ce qui revient



Une vue de la salle lors de la conférence de sensibilisation/Adiac

presque au même puisqu'il faut payer le billet d'avion. Par ailleurs, on note des insuffisances au niveau du plateau technique dans le pays, ce qui ne facilite pas la tâche dans la prise en charge de cette pathologie.

Les femmes ont aussi été édifiées sur le cancer du sein qui touche aussi les hommes; le tabac et l'alcool constituant certaines des causes. Ce type de cancer peut être prévenu, entre autres, avec l'allaitement prolongé, l'exercice physique et la pratique du sport. L'information, l'éducation et la communication s'avèrent nécessaires pour lut-

ter contre le cancer du col de l'utérus et les autres formes de cancer. D'où le souhait des élues locales de Pointe-Noire d'intensifier la sensibilisation à cette pathologie.

Les participantes à l'activité n'ont pas caché leur satisfaction. « Je suis contente d'avoir participé à cette sensibilisation. Beaucoup de gens pensent que le cancer est inguérissable. Mais ici, nous avons appris qu'on peut guérir de cette maladie. Nous avons suivi le témoignage de notre sœur qui a été guérie d'un cancer du col de l'utérus sur place au Congo. On nous a de-

mandé de relayer les informations reçues et c'est ce que je vais faire », a promis une participante.

Au terme de la conférence, des recommandations ont été formulées à l'endroit du gouvernement et de la mairie pour une meilleure prise en charge des cancers, une prévention et une lutte effective contre ces pathologies. Cette sensibilisation entre dans le cadre des activités retenues pour le mois de mars et va se poursuivre dans tous les arrondissements de Pointe-Noire jusqu'à Tchiamba Nzassi.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

ADIAC TV

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
LE COURRIER DE KINSHASA

+338 11 40 40 56
info@adiac.tv
34, Boulevard Denis - Sicaire - Kinshasa
Région de Kinshasa - République du Congo

GESTION FONCIÈRE

La famille Koukou-Mpinda prend officiellement possession de ses terres coutumières

L'annonce a été faite à l'occasion des travaux de la première session de la Commission nationale de reconnaissance des terres coutumières, tenus le 12 mars à Pointe-Noire, sous le patronage de Pierre Mabiala, ministre des Affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le parlement.

Sur les cinq dossiers soumis à l'examen des membres de la commission nationale de reconnaissance des terres coutumières, la famille Koukou-Mpinda a été reconnue propriétaire de ses terres coutumières d'une superficie de 1347 hectares situées au village Tandou-Bizenze, dans le district de Tchiamba-Nzassi. Selon la commission, cette famille récipiendaire du procès-verbal dressé pour la circonstance doit immédiatement faire immatriculer ses terres dans les services des impôts et du cadastre. Faute de quoi, l'Etat pourrait procéder à un retour au domaine public.

Les quatre autres dossiers ont été ajournés pour diverses raisons, notamment les terres de la famille Bouvandji, dans le troisième arrondissement Tié-Tié, celles des familles



La tribune officielle

Nti-Mpandji et Tchissimba dans le cinquième arrondissement Mongo-Mpoukou ainsi que les terres de la famille Tchimbono-Mbono Caye au village Cayo, dans le district de Tchiamba Ndzassi.

Le ministre Pierre Mabiala a rappelé que la commission nationale de reconnaissance des terres coutumières se réunit en session ordinaire une fois en début d'année, dans chaque

département, sur saisine des mandataires généraux des familles terriennes. Les sessions de cette commission se tiennent au chef-lieu de chaque département, en séance publique réunissant, outre ses membres, ceux des familles demanderes, des familles détentrices des terres coutumières limitrophes prises à titre de témoins et les per-

sonnes requises en qualité de sachants.

Des avantages importants pour tout le monde

La reconnaissance des terres coutumières par l'Etat confère d'importants avantages à leurs détenteurs, aux pouvoirs publics, aux investisseurs et à tous les autres usagers du foncier. « La nouvelle procédure de reconnaissance des

terres coutumières permet de sécuriser durablement les tenures foncières et d'éradiquer les conflits fonciers, de faire que la population dispose de ses terres en vue de réaliser ses activités économiques, en particulier celles liées à l'agriculture, gage de la sécurité alimentaire, de faciliter l'accès des investisseurs à la terre dûment purgée de tout conflit, de renforcer la gouvernance foncière en établissant le fichier national de tous les propriétaires fonciers du Congo, etc. », a signifié le ministre.

Pour sa part, Alexandre Honoré Paka a exprimé sa satisfaction pour la primeur accordée à son département pour le lancement de cette nouvelle expérience qu'il a qualifiée de salutaire. Notons que les travaux se sont déroulés en présence d'Alexandre Honoré Paka et de Jean François Kando, respectivement préfet et maire de Pointe-Noire, des mandataires généraux des familles terriennes ainsi que des représentants des administrations publiques civiles et militaires concernés.

Séverin Ibara

ACCÈS AUX LIVRES

Des points lecture dotés d'un fonds permanent d'ouvrages littéraires

Les structures de proximité mises en place à Pointe-Noire par l'Institut français du Congo (IFC) permettent aux jeunes des quartiers enclavés d'avoir accès aux livres.

Aujourd'hui, le livre est source d'apprentissage, d'accompagnement des études scolaires et d'épanouissement personnel. Dans un contexte d'extension urbaine et de ra-

reté d'équipements culturels, le réseau des « points lecture » répond à une nécessité de proximité de l'offre culturelle, d'autant que son action est plus particulièrement adres-

sée à l'enfance et la jeunesse. En effet, c'est en 2016 que l'IFC lançait les premières sorties « bibliobus » dans la ville de Pointe-Noire. L'objectif visé est d'amener au plus près des jeunes le livre, un outil trop absent de leur quotidien. Ces journées de lecture et d'animation culturelle étaient fréquentées en masse et spontanément par de nombreux jeunes. Leur appétit de lecture et d'éveil par les récits se manifestait par une joie intense à arpenter les chemins de l'imaginaire et du savoir.

Cet engouement des jeunes autour du livre a permis à l'IFC de mettre en place, en 2017, un réseau de points lecture. Avec ces partenaires (Espace Yaro, Africa Graffitis, Cercle culturel pour enfants, Renatura, Renaduc et La Structure), l'IFC a pu développer une politique qui aujourd'hui favorise l'accès aux livres et à la lecture auprès des jeunes éloignés des structures de lecture publique. Ces structures de proximité, installées dans différents quartiers populaires excentrés de la ville, seront dotées par

l'IFC, le 16 mars, d'un fonds permanent d'ouvrages littéraires. Une vraie sélection variée de livres, tenant compte des différences d'âge, de goûts et d'usages. Misant sur l'effet démultiplicateur d'une bibliothèque, où chaque livre est lu par plusieurs personnes, l'IFC fait aujourd'hui du développement des points lecture une priorité, en accord avec son projet global (délocalisation d'activités, accent mis sur le jeune public, en particulier dans le domaine du livre).

Notons que les dépôts temporaires, renouvelés périodiquement par prélèvement sur le fonds de sa médiathèque, vont donc s'enrichir de fonds permanents grâce à la distribution des milliers de livres issus de dons faits à l'IFC de Pointe-Noire (dons faits par des résidents, expatriés quittant le Congo, collecte réalisée en France en août 2018 par la directrice de l'IFC, dont le transport a été assuré par la direction de la coopération de défense et de sécurité du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères).

Hugues Prosper Mabonzo



Le siège de l'IFC Pointe-Noire/DR

LIGUE DES CHAMPIONS

Ronaldo! Ronaldo!! Ronaldo!!!

Quel géant! Portée par un extraordinaire Cristiano Ronaldo, auteur d'un triplé, la Juventus Turin a renversé l'Atlético de Madrid et sa défense d'acier (3-0) pour se qualifier pour les quarts de finale de la Ligue des champions et poursuivre son rêve de titre.

La Juventus elle aussi voulait sa «remontada», ou sa «rimonta» comme on dit en italien. Barcelone avait réussi, contre le Paris SG, et encore Manchester United cette année contre le club parisien.

Même l'AS Rome la saison dernière y est parvenue face au Barça. Pourquoi pas la Juve, passée tout près l'an dernier en quarts de finale (0-3; 3-1) contre le Real Madrid de... Ronaldo?

Là voilà la botte secrète, l'arme fatale. Médiocre au match aller, perdu 2-0, le Portugais a livré mardi dans un Juventus Stadium en éruption une prestation de légende.

Sous le maillot merengue, l'Atlético lui avait souvent réussi, avec vingt-deux buts en trente-et un matches. Et la Ligue des champions est son épreuve, celle qu'il a remportée cinq fois et dans laquelle il a désormais inscrit cent vingt-quatre buts.

En 2016 contre Wolfsburg, il avait, d'ailleurs, déjà réussi un exploit identique, un triplé en quarts de finale retour (3-0) après un revers 2-0 à l'aller.

Mais ça n'était «que» Wolfsburg. Pas l'Atlético Madrid, sa défense comme un mur infranchissable, ses deux champions du monde Griezmann et Lemar et son maître-motivateur et tacticien Diego Simeone.



Avec un triplé retentissant, le géant CR7 a balayé l'Atlético Madrid (Marco Bertorello/AFP)

Mais tout cela n'a pas résisté à la fureur du quintuple Ballon d'Or portugais qui, en quatre-vingt-dix minutes, a rappelé pourquoi le club turinois avait lâché plus de cent millions d'euros l'été dernier et en dépense encore trente-et-un millions par saison en salaire pour aller le chercher au Real.

Poussée par un public bien décidé à vivre une soirée de légende, l'équipe de Massimiliano Allegri

a d'abord bien fait tout ce qu'elle n'avait même pas essayé de faire au match aller : presser, jouer haut et rester lucide pour déterminer le difficile dosage entre les risques à prendre et ceux à éviter. Car un but encaissé et tout était fini.

Balle de match

Pendant vingt bonnes minutes, le jeu s'est donc déroulé tout entier dans la moitié de terrain madri-

lène. Mais la Juventus s'y heurtait à un axe surchargé quand elle choisissait le jeu au sol et quand elle passait par les ailes, aux machines à renvoyer les ballons de la tête installées dans la surface d'Oblak.

L'Atlético alors acceptait la souffrance sans broncher, ne s'offrant que quelques rares mais longues séquences de possession, sans autre objectif évident que de faire passer le temps.

Curieusement, c'est quand la Juve a semblé avoir besoin de souffler un peu qu'elle a trouvé l'ouverture. Bernardeschi, préféré à Dybala, a réussi un excellent centre de la gauche et Ronaldo, arrivé lancé, a pris le meilleur sur Juanfran (1-0, 27^e mn).

Peu après la pause, CR7 a ensuite remis les deux équipes à égalité, encore de la tête, en «dunkant» au-dessus de Godin, un expert du jeu aérien, pourtant (2-0, 48^e mn).

La suite a été une affaire d'équilibristes, entre ceux qui voulaient tout emporter, comme Chiellini, déchaîné, et ceux qui se souvenaient que le danger était encore bien présent.

Mais c'est le public turinois qui a décidé pour les joueurs, en les poussant de plus en plus fort. Le très jeune Kean a d'abord manqué une première balle de match, en ratant son duel face à Oblak (82^e mn).

Puis Bernardeschi est parti dans un raid superbe, conclu par une poussette de Correa dans son dos et dans la surface.

Pénalty et deuxième balle de match pour la Juventus. Ronaldo ne pouvait pas la rater (3-0, 86^e mn). L'Atlético, qui n'a pas cadré un tir, est éliminé. La Juve, elle, a Ronaldo, qui lui permet tous les rêves.

D'après AFP

MATCH AMICAL U-23

Le Congo et le Gabon se neutralisent

Après leur victoire 3-0 lors de la première rencontre quatre jours avant, les Diables rouges espoirs n'ont pas pu enchaîner face aux Panthères. Ils ont été tenus en échec deux buts partout, le 12 mars, au stade Alphonse-Massamba-Débat, à l'issue de leur seconde rencontre de préparation.

Le Congo et le Gabon se sont donné rendez-vous à Brazzaville en vue de préparer ensemble les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) U-23 dont la phase finale aura lieu en Egypte, en juillet prochain. Les deux matches disputés dans la capitale congolaise ont tourné à l'avantage des Diables rouges. Le 9 mars, les Congolais avaient gagné la première manche 3-0 mais, à la seconde, les Gabonais ont montré un autre visage, plus séduisant, en contraignant les Congolais à un match nul.

L'entame de cette rencontre a été en faveur des Diables rouges qui ont monopolisé le ballon pendant le premier quart d'heure. Ils ont confirmé cette domination en ou-

vrant le score par Euloge Eddy Ankobo, à la 20^e mn, sur une tête en pleine lucarne.

Les nombreuses parades du portier congolais, Joe Darnet Ombandza Pea, n'ont pas pu empêcher aux

Panthères du Gabon de revenir au score. Elloh a égalisé à la 29^e mn avant que le Gabon ne prenne l'avantage, six minutes après, sur une action collective conclue par Steve Ndjamendougou (35^e mn).

Menés à la pause, les Diables rouges n'ont pas présenté une copie propre à la reprise (beaucoup de déchets techniques dans le jeu). Toutefois, les poulains d'Elie Ngoya ont fini par revenir au score sur un

qui n'arrive pas trop souvent au football congolais », a confié Jean Elie Ngoya pendant la conférence de presse d'après match. Il a, par ailleurs, signifié que l'arrivée des joueurs binationaux comme Guy Mbenza et William Nkounkou viendra gonfler son effectif avant cette confrontation.

L'entraîneur gabonais, Claude Albert Mbourounot, a, quant à lui, salué la performance de ses éléments tout en faisant une projection sur leur prochaine rencontre face au Ghana, dans le même cadre des éliminatoires de la CAN U-23.

« Je pense qu'il y a eu un léger mieux par rapport au premier match et les joueurs ont essayé de poser le jeu. Je sais qu'il y a encore quelques lacunes et faiblesses, mais je crois qu'il y a eu une amélioration du point de vue du score, du jeu et de l'engagement. (...) Nous ne sommes pas encore prêts pour affronter le Ghana, mais nous avons commencé un travail, alors laissons le temps aux joueurs de l'appréhender afin de pouvoir donner le meilleur d'eux-mêmes », a-t-il fait savoir.

Rude Ngoma et Rieltony Louboko (stagiaires)



Une séquence du match Congo-Gabon, le 12 mars à Brazzaville/Adiac

Invitation

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Monsieur Dieudonné TSHIMANGA, auteur,
à le plaisir de vous convier

à la présentation-dédicace de son livre **El Manisero**,
le samedi 16 mars 2019 à 10 heures

Lieu : Librairie les Manguiers-Les Dépêches de Brazzaville.
Avec la participation de Clôtaire Kimbolo (Kim Douley)

Cordiale Bienvenue

Contacts : 06 666 84 94 / 05 558 63 49

Dieudonné Tshimanga

EL MANISERO
Une culture vivante

DOXA

Dieudonné Tshimanga

EL MANISERO
Une culture vivante

DOXA

coup-franc, bien frappé par Masanga Matondo à la 63^e mn.

Ce résultat, a estimé l'entraîneur congolais, est une bonne option avant de disputer le match contre le Burundi pour les éliminatoires de la CAN U-23 prévue le 23 mars. « Le bilan est positif car marquer cinq buts en deux matches, cela me pousse à croire qu'au Burundi, je ferai un match à but. Notre ligne d'attaque est capable de marquer beaucoup de buts, ce